



Résolution

Des syndicats CGT du secteur spatial

Le 25 novembre 2014, tous les syndicats CGT du secteur spatial se sont réunis au CNES à Paris pour échanger sur le projet industriel de rapprochement des activités lanceurs de Safran et d'Airbus, mais également sur la réorganisation de l'ensemble du secteur touchant aux rôles des agences du CNES, ARIANESPACE et l'ESA.

Ce rapprochement constitué autour de la création d'une nouvelle entité juridique de type joint-venture entre Safran et Airbus, nous préoccupe sur plusieurs aspects :

- Le mode de gouvernance de la future activité qui laisse peu ou pas de place au contrôle public,
- la pérennité et le développement des emplois dans chaque site,
- les statuts des personnels,
- le maintien des équipes de travail et leur cohérence du fait du projet de découpage des activités existantes.

L'ambition proclamée pour ce projet est de répondre à la concurrence de la société nord-américaine Space X annonçant des coûts de lancements plus attractifs.

Nous soulevons plusieurs objections.

La réalité des prix de lancement reste d'une grande opacité avec des interventions étatiques sous couvert de la NASA.

S'inscrire dans cette démarche, en reformatant le modèle européen de la conception, du pilotage, de la fabrication et du suivi pour le placer sous une domination privée, Safran-Airbus en l'occurrence, est un choix suicidaire à longue échéance en termes d'innovation et de maîtrise d'un accès à l'Espace européen. Des expériences dans le passé, comme Galileo, Gmes ou même A400M dans l'aéronautique, nous ont déjà démontré l'inefficacité industrielle et financière d'un tel modèle de développement. Des milliards d'euros ont été ainsi perdus et ont dû être compensés par de nouveaux fonds publics.

Nous réaffirmons, que le rôle des états dans l'ESA, mais aussi des Établissements Publics à Caractère Industriel et Commercial (EPIC) comme le CNES, ONERA, CNRS, CEA et également le DLR en Allemagne, sont déterminants pour posséder au sein de l'Europe une véritable politique spatiale indépendante répondant à ses besoins. Le dernier exploit avec le robot PHILAE et la sonde ROSETTA est la démonstration de cette

efficacité. Sans ce modèle, cette conquête ouvrant des connaissances nouvelles pour toute l'humanité n'aurait pas été possible.

Voilà où se situe l'enjeu central de la réorganisation dont il est question aujourd'hui. Avec le modèle proposé, nous rentrerons dans une autre ère du spatial qui obère cet esprit de conquête et de vision qui a prévalu. Cette ère serait celle de la rentabilité à deux chiffres pour des industriels actionnaires qui font fi de la conquête humaine, du bien collectif et des besoins des citoyens. C'est déjà visible dans les propositions faites par AIRBUS-SAFRAN pour ARIANE 6 dont la conception est peu innovante. A la SNECMA des projets d'études sont d'ores et déjà gelés.

C'est déjà la voie empruntée dans l'aéronautique avec la domination d'un actionariat privé (74%) dans le groupe AIRBUS. C'est ainsi qu'aujourd'hui le groupe s'est orienté vers des améliorations de gammes (A320 neo, A330 neo, ATR70 neo....) pour dégager du cash rapidement au détriment du lancement de nouveaux programmes innovants et pourtant utiles (A320 NSR, ATR90...).

En fait, pour l'Espace, les acteurs privés visent les budgets étatiques, qui resteront indispensables à de nouveaux projets, pour mieux les utiliser à leur profit. Sans un contrôle, un suivi et une véritable maîtrise scientifique, et technique, publique c'est la certitude d'une opacité sur l'utilisation de ces budgets.

Ce changement de modèle, demandé par les industriels, se réalise au cœur d'un débat sur de nouveaux lanceurs pour répondre aux besoins proches et dont l'enveloppe s'élève à 8 Mds d'€. Mais Il est également très préoccupant de voir inclus dans le projet toute l'activité autour du missile stratégique nucléaire français (le M51). Il intéresse évidemment fortement les industriels, puisqu'il leur permet d'accéder à un budget voté et « sanctuarisé » de 3Mds€.

Nous réaffirmons aussi l'exigence d'une poursuite du concept de retour géographique qui consiste à assurer un partage des charges en fonction des budgets alloués par chaque pays engagé dans un projet. Il permet de lier l'activité industrielle à la question de l'emploi et à l'aménagement des territoires.

D'autre part, le projet de la nouvelle société se dessine dans un charcutage d'activités, entre civil et militaire, entre lanceurs et satellites, aujourd'hui fonctionnant en synergies ou en complémentarités. Elle porte en elle le danger d'un affaiblissement de l'ensemble à très court terme.

L'absence totale d'un débat public sur l'ensemble de cette remise en cause de la politique spatiale européenne est un acte inqualifiable pour un gouvernement. Ce débat doit avoir lieu car il s'agit de l'intérêt général, d'un bien collectif acquis sur des dizaines d'années avec les investissements étatiques associés. Accepter ce montage c'est accepter un réel holdup sur le bien public. Il n'y a aucune fatalité à ce qui est proposé, cela répond seulement à des intérêts particuliers.

Peut-on raisonnablement laisser aux marchés financiers qui contrôlent les groupes privés, toutes les manettes de pilotage de l'accès à l'espace et des évolutions du vecteur de la force de dissuasion pour les décennies à venir ? Bien évidemment pas ! Se poser la question, c'est y répondre !

Le véritable enjeu est le danger de perte de compétences et de savoir-faire dans une filière à haute technologie et à forte valeur ajoutée. Dans un monde où les contraintes environnementales, climatiques et la sécurité dans le monde imposent la nécessité d'avoir des images ou des sources de télécommunication fiables, il faut que les citoyens à travers les agences publiques, puissent garder le contrôle sur ce domaine crucial pour notre avenir.

Au terme de leurs échanges, les syndicats CGT du spatial, s'engagent à poursuivre une véritable campagne d'informations, de propositions et de débats, avec les salariés et les citoyens, autour des enjeux pour viser de vraies ambitions et conquêtes pour la filière spatiale européenne.
Ils s'engagent également à continuer d'interpeller, alerter les élus de la Nation et de l'Europe.